

DE BANDUNG AUX BRICS

70 ANS DE RÉSISTANCE DU « SUD GLOBAL » CONTRE L'OCCIDENT



Nous fêtons cette année les 70 ans de la conférence de Bandung, qui a été à l'origine du mouvement des pays non-alignés, qui est lui-même le précurseur des BRICS. Les pays du Sud, menés par la Chine et la Russie, se sont engagés dans un mouvement de remise en cause radicale de la géopolitique mondiale, outrageusement dominée par les États-Unis et leurs alliés occidentaux. Ces bouleversements s'enracinent dans une histoire plus longue, celle du mouvement des non-alignés et autres mouvements de contestation de l'hégémonie occidentale. Il importe de les remettre en lumière aujourd'hui, afin de mieux comprendre ce passage d'un monde « unipolaire » à un monde « multipolaire » (selon les formules consacrées).

La conférence de Bandung (18 au 24 avril 1955)

Le mouvement de décolonisation, amorcé avant la Deuxième Guerre mondiale, se renforce après la fin de ce conflit. L'Asie est alors en pointe dans cette évolution : en 1954 une trentaine de pays asiatiques et africains ont déjà accédé à l'indépendance. L'impérialisme états-unien se développe par l'organisation de coups d'État en 1953 (destitution de Mossadegh en Iran) en 1954 (Guatemala) et par la mise en place de plusieurs alliances militaires : OTAN en 1949, OTASE en 1954 (pays du sud-est asiatique), pacte de Bagdad en 1955. L'URSS affermit sa mainmise sur le bloc de l'Est en juin 1953 en réprimant les révoltes en RDA, et met en place le pacte de Varsovie.

Dans ce contexte, les pays du « groupe de Colombo » formé en 1954 : la Birmanie, Ceylan (aujourd'hui Sri Lanka), l'Inde et le Pakistan prennent l'initiative de convoquer une conférence afro-asiatique du 18 au 24 avril 1955 dans la ville de Bandung, située sur l'île indonésienne de Java.

Au total, 29 pays vont participer à cette conférence : quinze pays d'Asie (Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, République démocratique du Vietnam, État du Vietnam), neuf pays du Proche-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Irak, Iran, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Yémen) et six pays africains (Côte-de-l'Or [actuel Ghana], Éthiopie, Liberia, Libye, Somalie et Soudan). Ces pays représentaient tout de même la moitié des membres de l'ONU et 1,5 milliard d'habitants de cette planète !

30 représentants de mouvements de résistance anti-coloniale sont également présents comme observateurs.

La conférence est menée principalement par les dirigeants de l'Inde (Jawaharlal Nehru), de l'Égypte (Gamal Abdel Nasser), de l'Indonésie (Soekarno) et de la Chine (Zhou Enlai).

La conférence débouche sur un communiqué final proclamant le droit à une pleine souveraineté pour tous les pays. Celui-ci précise : « *La Conférence est d'accord :* »

- 1) *Pour déclarer que le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement ;*
- 2) *Pour déclarer que la question des peuples soumis à l'assujettissement à l'étranger, à sa domination et à son exploitation constitue une négation des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et empêche de favoriser la paix et la coopération mondiales ;*
- 3) *Pour déclarer qu'elle appuie la cause de la liberté et de l'indépendance de ces peuples ;*
- 4) *Et pour faire appel aux Puissances intéressées pour qu'elles accordent la liberté et l'indépendance à ces peuples ».*

Elle énonce 10 principes en vue de la paix et de la coopération mondiale :

- « 1) *Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies ;*
- 2) *Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les Nations ;*
- 3) *Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les Nations, petites et grandes ;*
- 4) *Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ;*
- 5) *Respect du droit de chaque Nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations Unies ;*
- 6) a) *Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes Puissances quelles qu'elles soient; b) Refus par une Puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ;*
- 7) *Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays ;*

8) Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage ou règlement devant des tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la Charte des Nations Unies ;

9) Encouragement des intérêts mutuels et coopération ;

10) Respect de la justice et des obligations internationales. » (1)

La conférence se termine magnifiquement par le discours de clôture de Nehru : « *Nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent...*

Nous sommes des grands pays du monde et voulons vivre libres sans recevoir d'ordres de personne. Nous attachons de l'importance à l'amitié des grandes puissances, mais... à l'avenir, nous ne coopérerons avec elles que sur un pied d'égalité...

Nous devons veiller à ce qu'aucune autre forme de domination ne nous menace. Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde. Le seul chemin qui mène droit au cœur de l'âme de l'Asie est celui de la tolérance, de l'amitié et de la coopération...

Je pense qu'il n'y a rien de plus terrible que l'immense tragédie qu'a vécue l'Afrique depuis plusieurs siècles... Aujourd'hui, le drame de l'Afrique est plus grand que celui d'aucun autre continent, tant au point de vue racial que politique. Il appartient à l'Asie au mieux de ses possibilités d'aider l'Afrique car nous sommes des continents frères. »(2)

Dans un contexte de guerre froide, ces pays revendiquent leur volonté de préserver leur indépendance vis-à-vis des deux blocs capitalistes et communistes. Dans les faits, ces pays ont des approches divergentes quant à leurs relations internationales :

- Maintien d'une proximité avec l'Occident (Pakistan, Thaïlande, Turquie, Sud-Vietnam, Laos, Cambodge, Philippines, Japon, Irak, Iran, Liban, Éthiopie, Libye et Liberia)
- Proximité avec le bloc communiste : Chine et Vietnam
- Volonté de neutralité : Inde, Égypte, Indonésie, Birmanie, Afghanistan, Syrie, Jordanie, Arabie saoudite, Yémen, Soudan et Côte-de-l'Or (Ghana).

Si la conférence de Bandung a rapproché les pays dits du « tiers monde » (expression inventée par le démographe Alfred Sauvy en 1952), ceux-ci ne se sont jamais trouvés unifiés par une opposition univoque à l'Occident.

Le Mouvement des non-alignés (MNA)

Dans le sillage de la décolonisation qui se poursuit, les pays du Sud cherchent à affirmer leur indépendance et veulent mettre en œuvre les principes de développement définis à Bandung.

La création du Mouvement des non-alignés se réalise à la conférence de Brioni en 1956, en Yougoslavie. Tito, Nasser, Nehru et Soekarno deviennent les leaders du MNA. Nasser y décide la nationalisation du canal de Suez. Ceci provoquera une offensive militaire menée par Israël, la France et la Grande-Bretagne. Sous la pression des États-Unis et de l'URSS, ceux-ci sont obligés de reculer et Nasser remporte une victoire stratégique. (*novembre 1956*)

Nehru introduit le concept de « non-alignement » qui s'exprime dans les principes définis à Bandung : respect des droits humains, de la souveraineté des nations, non-ingérence dans les affaires intérieures des États, égalité entre les peuples, coopération, règlement pacifique des conflits, indépendance vis-à-vis des deux blocs.

La révolution cubaine, en 1959, renforce le MNA en Amérique Latine.

La 1ère conférence des non-alignés se tient à Belgrade (en Serbie, membre de la Yougoslavie) en 1961. Elle officialise la création du MNA.

En 1963-1964, est fondé le G77 dont l'objectif est de relayer l'influence du MNA au sein des Nations unies au niveau diplomatique. Il compte aujourd'hui 134 États membres faisant partie des pays du Sud global. Le MNA joue aussi un rôle important dans la création de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) qui cherche à agir en faveur du développement économique du tiers-monde.

En 1966, à La Havane, à Cuba, la Conférence Tricontinentale initiée par [Mehdi Ben Barka](#) et [Che Guevara](#) réunit 82 pays du tiers-monde. Il s'agit d'affirmer le « tiers-mondisme » en unissant les mouvements de libération nationale et les partis communistes chinois et soviétique. Il faut mener le combat contre la dette illégitime, l'impérialisme, le colonialisme. Ce qui se traduit par le soutien à Cuba, au Vietnam et la création de l'OSPAAL (Organisation de la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) et de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité).

Cette initiative est en concurrence avec le MNA, du fait de son soutien à la Chine et à l'URSS. La rupture sino-soviétique en 1964 et l'activisme américain en Amérique Latine ont compromis la réussite de la Tricontinentale.

En 1973, le MNA adopte, lors de son sommet d'Alger, le Nouvel Ordre Économique Mondial, qui sera adopté par l'ONU en 1974. Il affirme le contrôle des matières premières (nationalisation des ressources naturelles), le financement du développement, l'industrialisation, le contrôle des technologies, le contrôle des multinationales.

Le camp occidental a senti le danger de remise en cause de son hégémonie et s'est efforcé d'éliminer les meneurs du MNA les plus actifs : Nasser, N'Krumah, Soekarno, Sankara...

Le MNA regroupe aujourd'hui 120 États. Il s'agit de la deuxième plus grande organisation internationale après l'ONU ! En 2024, celui-ci regroupe 53 pays d'Afrique, 39 d'Asie, 26 d'Amérique latine et des Caraïbes et deux pays d'Europe. De plus, cette organisation compte 17 pays observateurs. La Palestine y appartient aussi, même si elle n'existe pas encore en tant qu'État.

Le fonctionnement du MNA se distingue par son aspect égalitaire : « *Contrairement à certaines autres organisations internationales, telles que l'ONU, le mouvement des non-*

alignés se distingue par l'absence d'un secrétariat permanent ou d'une Constitution formelle. Cette caractéristique du MNA reflète son engagement envers ses fondements, soit l'égalité et l'indépendance. D'ailleurs, cela explique pourquoi tous les membres possèdent un poids égal dans la prise de décision. L'administration de l'organisation relève de la responsabilité du pays qui en assure la présidence, un poste qui change à chaque sommet. C'est donc le représentant du pays qui reçoit le sommet du mouvement qui prend le rôle de président. De plus, tous les membres des non-alignés peuvent convoquer une réunion. Le président du mouvement des non-alignés a pour mission de convoquer les réunions du mouvement, élaborer l'ordre du jour et solliciter l'avis des autres membres quant aux actions à entreprendre. Cela garantit le consensus général nécessaire en vue de la convocation d'une réunion de coordination des ministres ou toute autre instance, sur invitation d'un pays non-aligné ou d'un ensemble de ces nations. De plus, n'importe quel membre du mouvement peut prendre part aux travaux du Bureau, dans la mesure où il est prêt à perdre son droit de vote dans la prise de décision. » (3)

La cohésion de ce groupe est toujours restée précaire, dans la mesure où de nombreux pays ont été en collusion avec une grande puissance à un moment ou un autre de leur histoire. La fin de la guerre froide n'a pas mis fin au MNA, même si celui-ci est moins médiatisé. Le MNA s'est ainsi opposé aux institutions issues du consensus de Washington : le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale. Le dernier sommet du MNA s'est tenu à Kampala en Ouganda en janvier 2024. La guerre à Gaza, les tensions entre la Somalie et l'Éthiopie, l'insécurité alimentaire, le changement climatique, le financement du développement et la question de la dette font partie des thèmes qui y ont été discutés.

Les BRICS+

Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) créé en 2005, constitue-t-il une renaissance politique du groupe des pays non-alignés, sous une autre forme ?

Les BRICS+ forment un groupe de 10 pays qui se retrouvent annuellement pour définir leur coopération : Iran, Egypte, Émirats arabes unis, Indonésie et Éthiopie se sont ajoutés aux 5 pays fondateurs. L'Arabie Saoudite devrait rejoindre le groupe bientôt.

Ces pays cherchent à réaliser un contrepoids politique au G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). Les BRICS+ représentent en janvier 2025 près de la moitié de la population mondiale et 35 % du PIB brut mondial (44% pour les pays du G7).

Les BRICS cherchent à développer des institutions et des politiques économiques et monétaires alternatives au système néolibéral, dominé par les États-Unis. En effet, bien qu'ils représentent 42 % de la population mondiale et 23 % de son PNB, les BRICS n'ont que 15 % des droits de vote à la Banque mondiale et 10 % au FMI.

Les BRICS cherchent à s'émanciper du dollar et à réformer le système monétaire international. Déjà, la Russie et la Chine règlent leurs échanges en renminbi (la monnaie chinoise) depuis 2023.

En 2014, est fondée la « Nouvelle Banque de Développement » basée à Shangaï et présidée par Dilma Rousseff, ancienne présidente du Brésil. Contrairement au FMI, cette banque peut accorder des prêts sans exiger des plans d'ajustement structurels (austérité budgétaire, privatisation des services publics...) en contrepartie. Un fonds de réserve de 100 milliards de dollars est aussi créé pour répondre aux crises liées aux relations commerciales.

Entre les pays membres des BRICS les décisions sont prises à l'unanimité, selon le principe très démocratique « un État, une voix ».

Le 16ème sommet des BRICS+ s'est tenu à Kazan en octobre 2024. Des décisions très importantes ont été actées mais peu commentées par les médias dominants.

Un statut de « pays partenaire » est créé pour les candidats à l'adhésion aux BRICS. Ceci concerne actuellement les pays suivants : Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Vietnam, Algérie, Nigéria, Ouganda, Bolivie, Belarus, Cuba, Kazakhstan, Ouzbékistan et Turquie.

Les décisions d'ordre économique et monétaire sont résumées parfaitement dans un article du PARDEM : « - *Création d'un marché des produits alimentaires (Bourse aux céréales) en alternative (et en concurrence) au Chicago Board of Trade (CBOT). En effet, jusqu'à aujourd'hui, c'est à Chicago (USA) que le prix et les échanges des matières premières alimentaires (blé, maïs, avoine, riz, etc.) se font. Dorénavant, les pays BRICS et leurs partenaires pourront échanger ces productions sur leur propre marché, sans employer le dollar. (...)*

- *Création d'un système d'échange (BRICS Clear) entre les BRICS et leurs partenaires à la fois monétaire, via une cryptomonnaie (stablecoin : monnaie numérique dont la valeur est liée à une « devise » x à définir) et de « clearing » c'est-à-dire d'un système de compensation permanente dans les échanges entre deux ou plusieurs pays sans utiliser de devises. En clair, un accord de clearing est une convention entre des pays aux termes de laquelle le produit des exportations d'un des pays est affecté au règlement de ses importations et qui tend à réaliser un équilibre des échanges entre les pays. (...)*

- *Création de « BRICS (Re)Insurance Company » comme complément de BRICS Clear. Les transactions commerciales impliquent, en effet, des services d'assurance des marchandises et du transport induisant des activités de réassurance. (...)*

- *Développement d'une plateforme multilatérale de paiements numériques « BRICS Bridge » pour améliorer l'efficacité du système commercial entre les membres. »*(4)

Contrairement aux pays non-alignés, les BRICS ne sont pas soudés par une idéologie commune anticapitaliste ou anti-impérialiste, mais par une communauté d'intérêts économiques et par la volonté de renverser l'ordre géopolitique actuel dominé par le « bloc occidental » mené par les États-Unis. Le libre-échange n'est pas remis en cause par les BRICS, mais la domination économique des États-Unis par le biais du dollar est menacée par la mise en place d'institutions monétaires et commerciales alternatives.

Conclusion

La démarche des BRICS est pragmatique et non pas idéologique. L'élément principal en est l'affirmation de la souveraineté des nations et des peuples dans un cadre rénové des relations internationales. Le risque pour les pays du « Sud global » de passer d'un maître (les Etats-Unis) à un autre (Chine ou Russie) existe, mais il n'est pas fatal.

Un pays comme la France devrait s'inspirer de ces changements et ainsi redevenir un pays réellement indépendant, dont la diplomatie équilibrée serait de nouveau reconnue. Au lieu de s'aligner servilement sur toutes les orientations des États-Unis et des institutions à son service (OTAN, FMI, Banque Mondiale, UE...) la France pourrait nouer des relations économiques et diplomatiques variées au gré de ses intérêts et au bénéfice de relations internationales plus équitables.

Le virage de la politique américaine sous Donald Trump pourrait accélérer ce processus, mais pour cela il nous faudrait des dirigeants plus clairvoyants et capables de faire advenir cet « *indépendantisme français* » jadis défendu par Jean-Luc Mélenchon...

Principales sources utilisées pour cet article :

* **Articles Wikipedia** sur la conférence de Bandung, le mouvement des non-alignés et les BRICS+

***le communiqué final de la conférence de Bandung**

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1458>

* **Le Monde Diplomatique** :

https://www.monde-diplomatique.fr/publications/manuel_d_histoire_critique/a53274

<https://www.monde-diplomatique.fr/2023/10/BULARD/66162>

* **article de synthèse sur les pays non-alignés** :

<https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://hal.science/hal-03699577/document&ved=2ahUKEwi17-H1jvSMAxXZf6QEHTCXOd0QFnoECD4QAQ&usg=AOvVaw32FfbD4FezVgITFJJDKWdK>

* **Fondation Gabriel Péri** : <https://gabrielperi.fr/bibliotheque/il-y-a-50-ans-la-conference-de-bandung/>

* article du PARDEM sur les BRICS+ :

<https://parDEM.org/sommet-des-brics-vers-le-multilateralisme-et-le-respect-des-nations>

Notes

- (1) <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1458>
- (2) <https://www.gauchemip.org/spip.php?article4833>
- (3) <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/3551>
- (4) <https://parDEM.org/sommet-des-brics-vers-le-multilateralisme-et-le-respect-des-nations>